

[Géopolitique](#)

•

[Infoguerre](#)

•

[Justice](#)

•

[Renseignement](#)

•

[Sciences](#)

•

[Terrorisme](#)

Laurent Gbagbo : Fin d'un règne en Côte d'Ivoire et odeurs d'un coup d'Etat imminent

Jean-Philippe Caron 22/12/2007 12:54 am

Chirac parti, Gbagbo aussi... c'est ainsi que peut se résumer l'inévitable fin dont le président ivoirien ne veut entendre parler. Pourtant, les choses sont on ne peut plus claires :

Selon la constitution ivoirienne le mandat de Laurent Gbagbo aurait du prendre fin depuis octobre 2005, mais il y a eu prolongation, le président ayant décrété la fin de la guerre et des hostilités le 30 juillet 2007 a Bouaké, la constitution l'obligeait donc à quitter le pouvoir fin octobre 2007... mais le bougre n'est pas parti, il est encore là !

Logiquement donc depuis le 1er novembre 2007 Mamadou Koulibaly (président de l'assemblée ivoirienne) aurait du être investi par le conseil constitutionnel pour organiser les élections dans un délai de trois mois, du 1er novembre 2007 au 31 janvier 2008... N'est-ce pas cette frustration (au delà des raison personnelles) qui le pousse a parler de « rebe-fondation » (néologisme qui signifie pillage systématique des richesses du pays par la rébellion et ses amis refondateurs) ?

Coup d'Etat imminent

Alors que persiste l'odeur nauséabonde d'un coup d'Etat imminent (le vrai, celui que tout le monde attend) et que la presse d'aujourd'hui l'évoque ouvertement (L'Inter), les services de renseignement de la présidence tentent d'amadouer les troupes sur le terrain en envoyant le chef d'Etat Major faire le 'bon professeur' dans une tournée des casernes militaires du pays qui ressemble plus à une



tentative de renflouage du Titanic qu'à un discours militaire et patriotique, excusez du peu.

Pourtant, d'après nos propres sources, c'est déjà trop tard, les auteurs du coup sont en passe d'allier la majorité des soldats à leur cause... Mais qui fomente un coup en silence ? Plusieurs renseignements vont à dire que deux ou trois groupes indépendants se seraient formés sur le terrain, et certaines langues d'évoquer le retour imminent du Major « IB » Ibrahim Coulibaly, réclamé par les ivoiriens dans leur grande majorité.

Cette dernière option semble la plus probable, mais « IB », que nous avons rencontré en exil à Cotonou (au Bénin), reste calme et parle d'un « retour public et politique par la grande porte ».

DGSE, pseudo-mercenaires et Toyota hi-tech

Dans cette ambiance explosive - alors qu'il y a quelques jours les militaires sont sortis dans Bouaké pour réclamer leurs salaires – les services de renseignement de la présidence, avec l'aide non négligeable de quelques mercenaires israéliens, procèdent à des écoutes sauvages et à la mise sous surveillance de ressortissants étrangers mais aussi de locaux largement fichés depuis 2002 et 2004. C'est non sans surprise que l'un de nos informateurs a vu débouler en zone 4 et dans ses environs, un véhicule de marque Toyota (bleu ou noir foncé) tourner et tourner encore histoire d'avaler quelques ondes par-ci par-là...

D'autres barbouzes auraient débarqué chez les fournisseurs d'accès Internet, ils sont au nombre de trois : Aviso, Afnet et Arobase. Ces hommes de la présidence ont réclamé une surveillance accrue et demandé plus de vigilance.

Idem chez les opérateurs de téléphonie mobile : Orange, MTN, Commium et Moov... ça sent Big Brother en sursis !

Finalement, les seuls qui auront eu une analyse relativement pertinente de la situation, sont les analystes de la DGSE, comme indiqué dans [l'article d'hier](#). C'est donc le branlebas de combat à l'Ambassade et à l'Elysée qui surveille de très près la situation explosive à la veille de Noël.

Note : ces propos n'engagent que leur auteur.

Ibrahim Coulibaly de retour en Côte d'Ivoire, selon les services secrets français

Jean-Philippe Caron 20/12/2007 4:14 pm

L'enfant terrible de la Côte d'Ivoire est sur le retour, ce sont plusieurs sources que les services français ont analysées puis synthétisées. Tout d'abord, l'annonce faite sur le site web officiel de IB : « **L'ex-putschiste ivoirien Ibrahim Coulibaly, alias "IB", actuellement en exil au Bénin, reviendra en Côte d'Ivoire d'ici la fin de l'année et sera candidat aux prochaines élections présidentielles, ont annoncé ses proches mercredi à Abidjan. Ibrahim Coulibaly "sera de retour d'ici la fin de l'année" et "sera candidat aux élections présidentielles" prévues en 2008, a déclaré à l'AFP le chef de son cabinet privé, Ben Rassoul Timité, en marge d'une conférence de presse.** ». Ensuite ladite annonce confirmée à l'AFP, puis sur le terrain, les services français ont procédé à un recueil du sentiment de la population, milieux étudiants, jeunes et organisations politiques.

« *A chaque fois, c'est un soulagement qui est observé au sein de la population, beaucoup parlent des articles récents dans la presse, et surtout des rumeurs qui n'en sont plus* » explique la note de la DGSE. Puis la synthèse revient sur le sentiment anti-Gbagbo qui commence à monter au cœur d'Abidjan et qui ne cesse de croître. Il en est de même au sein des forces militaires, de police et de sécurité, certains membres des forces de l'ordre ont déclaré sous le couvert de l'anonymat « *ne pas s'opposer à l'entrée sur le territoire au major IB et à ses petits* ». Pour une des grandes figures des forces de défense et de sécurité, « *il n'y aura aucun coup de feu contre les gens d'IB, ni contre aucun ressortissant* ».

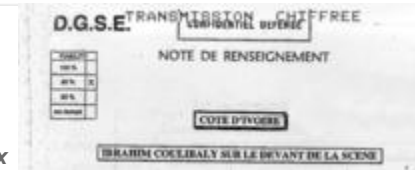
La convergence des sources vers cette tendance ainsi que les interviews données par IB à la presse (il a reçu plusieurs journalistes à Cotonou depuis quelques temps) fait penser à une préparation de l'opinion ivoirienne à son retour et sans doute à sa victoire en cas d'élection.

Les spécialistes de la Côte d'Ivoire à Paris indiquent dans cette note qu'il est « *fort probable* » que ce soit « *un effet d'annonce uniquement* » pourtant, depuis 2003, la DGSE place le Major IB dans ses analyses (très précises) clairement en tête si élection il y avait et si retour il y avait.

Sur place, la situation à Abidjan reste tendue depuis les annonces d'un probable retour d'IB en terres ivoiriennes et la reprise de ses interviews dans la presse locale. La DGSE prévoit de possibles troubles d'ici janvier et la zone a été mise sous haute surveillance.

A Paris, dans les couloirs de l'Élysée, rien ne filtre...

Note : Ces propos n'engagent que leur auteur.



Sévère mise en garde de Gbagbo à l'opposition

Christophe Casalegno 22/12/2007 11:19 pm

Abidjan, Côte d'Ivoire (PANA) – Le chef de l'Etat ivoirien, Laurent Gbagbo, a adressé, mercredi, une sévère mise en garde à ses opposants, aux membres de la Société civile et à un certain nombre d'organes de presse proches de l'opposition qui multiplient, depuis quelques semaines, les critiques les plus acerbes contre sa personne et le régime de la "Refondation".

"Je n'ai jamais mis un adversaire politique en prison. Parce qu'il ne faut pas faire aux autres ce qu'on vous a fait de mal (...) Mais une tolérance a besoin de sagesse et d'intelligence. Ceux qui sont en face doivent être aussi intelligents quand ils parlent. Ils doivent savoir que toute liberté a des limites", a notamment déclaré M. Gbagbo, qui s'adressait aux représentants du peuple tagbana, originaire de la région de Katiola, située à environ 500 km au nord d'Abidjan.

"Quand on parle au-delà des lois de la République, il faut savoir que si la République ne vous frappe pas, c'est parce que ceux qui la dirigent, pour le moment, ont décidé de ne pas vous frapper. Ce n'est pas parce que la République n'a pas les moyens. La République a toujours les moyens de frapper n'importe quel citoyen où qu'il se trouve", a-t-il averti.

"Il suffit que celui qui dirige l'Etat soit faible pour que toutes les dérives arrivent. Dieu merci, jusqu'à présent je ne suis ni faible, ni frileux. Je trouve que le meilleur moyen de raffermir l'Etat et la République, c'est de laisser ceux qui se trompent de découvrir eux-mêmes qu'ils se trompent", a ajouté le président Gbagbo.

Il a, par ailleurs, confirmé que la présidentielle, prévue pour au plus tard fin juin 2008, aura bel et bien lieu à la date qui sera finalement retenue, à l'issue d'une tournée qu'il entreprendra, d'ici le mois de mars, avant d'adresser son rapport au Conseil constitutionnel qui, après avoir constaté la réunification effective du pays, autorisera la tenue du scrutin.

Le chef de l'Etat ivoirien a également confirmé le démarrage effectif de les opérations Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et Démantèlement et démobilisation des milices (DDM), qui doivent officiellement débiter le 22 mars prochain.